

France-Paris la Défense: Site-development work
OJ S 120/2016 24/06/2016
Contract notice – utilities
Works

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: EDF énergies nouvelles

Postal address: Coeur Défense Tour B, 100 esplanade du Général de Gaulle

Town: Paris la Défense Cedex

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Postal code: 92932

Country: France

Contact person: Sebastien.gagneux

E-mail: sebastien.gagneux@edf-en.com

Telephone: +33 140905756

Internet address(es):

Main address: <http://www.edf-energies-nouvelles.com>

I.3. Communication

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://pha.edf.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://pha.edf.com>

I.6. Main activity

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

BOP/VRD — zone Sud 2.

Reference number: RFX 026989

II.1.2. Main CPV code

45111291 Site-development work

II.1.3. Type of contract

Works

II.1.4. Short description

Marché de travaux pour la construction de pistes et plateforme de la zone Sud 2 du parc éolien de Montagne Ardéchoise— France.

II.1.5.

Estimated total value

Value excluding VAT: 1,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description**II.2.3. Place of performance**

NUTS code: FR712 Ardèche

II.2.4. Description of the procurement

Il s'agit de construire les pistes et plateformes de levage pour 4 à 7 éoliennes située sur les communes de Saint-Étienne de Lugadares.

Le périmètre du marché est le suivant:

- réalisation des études d'exécution,
- aménagements préparatoires (y compris la base vie commune aux entreprises intervenant sur la zone Sud),
- terrassement,
- création ou élargissement des pistes d'accès,
- réalisation des plateformes,
- essais de réception,
- remise en état après la mise en service,
- dossier des ouvrages exécutés.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 6

This contract is subject to renewal: no

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 3

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Pistes et plateformes pour la zone Sud 3. Même prestations demandées que sur la zone Sud 2.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Ne peuvent soumissionner, quelque soit le/les lot(s) pour lequel/lesquels un candidat souhaite remettre une candidature:

1. Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le 2ème alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le 2ème alinéa de l'article 433-2, par le 8ème alinéa de l'article 434-9, par le 2ème alinéa de l'article 434-9-1, par les articles 435-2, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, par l'article 441-9 et par les articles 445-1 et 450-1 du code pénal, ainsi que par l'article 1741 du code général des impôts;
2. Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail;
3. Les candidats en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du code de commerce et les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger. Les candidats admis au redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'ils ont été habilités à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché et doivent produire, à l'appui de leur candidature, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet;
4. Les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale ou n'ont pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date. Toutefois, sont considérées comme en situation régulière les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'avaient pas acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté les dits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. Les personnes physiques qui sont dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues aux alinéas précédents ne peuvent être personnellement candidates à un marché.

Pour justifier qu'il n'est pas dans l'une de ces situations citées aux point 1) à 4) ci-avant, le candidat doit produire une déclaration sur l'honneur, reprenant exactement le texte ci-dessus et dans le même ordre d'apparition des points, datée et signée.

Ces conditions sont applicables aux candidats et à chacun des membres d'un groupement candidat.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

1. L'entreprise ou chaque membre du groupement d'entreprise devra remettre une présentation de sa structure, son organisation, et en cas de filiale, devra indiquer le nom de sa maison mère et la part de celle-ci;

2. L'entreprise ou chaque membre du groupement d'entreprise doit présenter les bilans et comptes de résultat des 2 derniers exercices fiscaux;
3. L'entreprise ou chaque membre du groupement d'entreprise doit présenter une analyse financière faite par une agence de rating indépendante, type Altarex, D & B, ou doit présenter une note de la banque de France réalisée en 2015.

Si 50 % ou plus de l'entreprise ou d'un membre du groupement est détenu par une tierce entreprise ou si cette tierce entreprise détient 50 % ou plus des votes ou si figurent plus de la moitié de ses membres au comité de direction de l'entreprise du membre du groupement, alors cette entreprise parente devra fournir l'ensemble des justificatifs nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique et financière.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1. Le candidat doit communiquer les résultats d'accidentologie (TF) sur les 3 dernières années de leur entité intervenante et ses sous-traitants éventuels ainsi que les mesures prises pour faire baisser ce taux;
2. L'entreprise ou le groupement doit préciser qu'il dispose d'une organisation de la qualité conforme aux normes NF EN ISO 9001 ou référentiel équivalent à justifier par l'entreprise (joindre une copie des certificats en cours de validité);
3. L'entreprise ou le groupement doit justifier d'une certification de management de l'environnement ISO 14001 ou d'un système équivalent à justifier par l'entreprise (joindre une copie des certificats en cours de validité);
4. L'entreprise ou le groupement doit justifier d'une certification de management de la sécurité OHSAS 18001 ou MASE ou VCA ou ILOSH ou d'un système équivalent à justifier par l'entreprise (joindre une copie des certificats en cours de validité);
5. L'entreprise ou le groupement doit disposer de ses propres ressources humaines capables de répondre à la demande sans faire appel à la sous-traitance au-delà du 1^{er} niveau (joindre une déclaration sur l'honneur et donner les domaines sous traités);
6. L'entreprise ou le groupement doit disposer de ressources humaines capables de lire, comprendre le français dans tous les domaines (ingénierie, réalisation en chantier, commercial et assistance technique). Joindre une déclaration sur l'honneur.
7. L'entreprise ou les entreprises du groupement faisant acte de candidature sera l'entreprise ou seront les entreprises qui exécuteront les travaux. Joindre une déclaration sur l'honneur;
8. Le candidat doit présenter une liste de références récentes (moins de 5 ans) relatives à des prestations similaires de nature équivalente à celles objet de cet avis de marché en précisant les chiffres d'affaires, les clients correspondants, leurs localisations, les moyens matériels et humains affectés; si le candidat ne dispose pas de référence, il devra justifier de capacités professionnelles, techniques et financières permettant la prise en charge de marchés similaires. Sur 2 pages (Word ou PDF) maximum;
9. Le candidat présentera 3 expériences de réalisation de pistes. Pour cela, le candidat devra soumettre tous les éléments ou références justifiant de réalisations récentes, en précisant la nature de la réalisation, son périmètre d'intervention réalisé en propre et/ou celles sous-traitées, un récapitulatif technique de son ouvrage (type de pistes, nature des sols, longueur, largeur, environnement, difficulté technique rencontrée, difficulté d'accès, etc), des moyens mis en œuvre pour cette réalisation, le lieu et l'année de réalisation, l'entité cliente, les éventuels partenaires et/ou sous-traitants ou, le cas échéant, fournir tout justificatif permettant de démontrer que le candidat dispose des moyens techniques, professionnels, humains et financiers pour réaliser les prestations demandées. Sur 3 pages maximum;
10. Le candidat doit participer à la visite de site, prévue le 29.6.2016. Rendez-vous à prendre auprès du contact de l'avis de marché.

Les candidatures devront respecter le formalisme imposé ci-dessus.

Toute candidature ne respectant pas le formalisme imposé sera éliminé.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Remettre le certificat de visite de site obligatoire pendant la candidature (date fixée au 29.6.2016).

Toute candidature ne respectant pas le formalisme imposé sera éliminée.

III.1.6. Deposits and guarantees required

Les conditions relatives aux garanties financières seront présentées dans le cahier des clauses administratives et particulières, néanmoins, EDF Énergies Nouvelles se réserve la possibilité de demander les garanties suivantes:

1. Garantie bancaire de restitution d'acompte couvrant le montant de l'acompte qui serait éventuellement versé au candidat à la signature du marché. Cette garantie bancaire devra être émise par établissement/institution/banque approuvé par EDF Énergies Nouvelles;
2. Garantie bancaire de bonne exécution couvrant tout la période de réalisation du marché. Cette garantie devra être émise par établissement/institution/banque approuvé par EDF Énergies Nouvelles;
3. Garantie maison mère. Cependant, si le candidat n'est pas une filiale ou si la société parente n'est pas en capacité de délivrer une Garantie maison mère, le candidat devra fournir une caution bancaire émise par un établissement/institution/banque approuvé par EDF Énergies Nouvelles. Le candidat et l'État.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 45 jours fin de mois ou à 60 jours nets.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 05/07/2016 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

Date: 18/07/2016

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot Curie

Town: Nanterre

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

Internet address: www.tgi-nanterre.justice.fr

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Greffe du tribunal de grande instance de Nanterre.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: DAI — EDF Énergies Nouvelles

Town: Courbevoie

Country: France

VI.5. Date of dispatch of this notice

20/06/2016